

SDEG 16

308, rue de Basseau
16021 ANGOULEME Cedex
Téléphone : 05 45 67 35 00
Télécopie : 05 45 67 35 20
E-mail : sdeg16@sdeg16.fr
Site internet : www.sdeg16.fr



Syndicat Départemental d'Electricité et de Gaz
de la Charente

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS n° 2022332BS0602

Réunion du Bureau Syndical du 28 novembre 2022

Date de convocation : 16 novembre 2022

Date d'affichage : 29 novembre 2022

OBJET : Recrutement d'agents temporaires et/ou occasionnels pour l'année 2023.

L'an deux mille vingt-deux, le vingt-huit du mois de novembre à 14 heures 30, le Bureau Syndical s'est réuni au siège du SDEG 16, sous la présidence de Monsieur Jean-Michel BOLVIN, Président.

Nombre total de membres :	23
Quorum :	12
Nombre de présents au moment du vote :	15
Nombre de procuration au moment du vote :	0

Le Président

Expose :

- Que chaque année, dans le but de faire face au surcroît de travail momentané notamment durant à la période des congés et afin de pouvoir donner satisfaction aux Collectivités adhérentes, le SDEG 16 recrute des agents temporaires et des collaborateurs occasionnels.
- Qu'en de l'article L.332-23-2° du Code général de la fonction publique, il pourrait être décidé, pour l'année 2023, de créer 6 postes d'agents temporaires et/ou occasionnels sur le grade d'adjoint administratif de l'échelle C1 et d'en effectuer le recrutement.

Précise :

- Qu'en application de l'article 17.10 des statuts du SDEG 16 et de la délibération n°2022283CS0302 du Comité Syndical du 10 octobre 2022 lui donnant délégation, les décisions nominatives et non nominatives relatives au personnel sont de la compétence du Bureau Syndical.

Après en avoir débattu et délibéré, le Bureau Syndical, à l'unanimité :

- de **créer** les 6 postes sur le grade d'adjoint administratif de l'échelle C1.
- de **procéder** aux recrutements.
- d'**inscrire** les sommes nécessaires au budget.
- de **donner pouvoir** au Président pour prendre toutes les décisions et signer toutes les pièces nécessaires à l'exécution de la délibération notamment, signer les contrats de travail.

En application des articles L. 5721-4 et L. 3131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, le présent acte est exécutoire de plein droit dès qu'il a été procédé à sa publication « ou affichage » et de sa transmission au représentant de l'Etat dans le Département.

La présente délibération peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et/ou notification, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif Poitiers, 15 rue Blossac - CS 80541 86020 Poitiers Cedex, ou par l'application Télérecours Citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr. Un recours administratif préalable peut être exercé dans le même délai.

Fait et délibéré les jour, mois et an ci-dessus et ont tous les membres présents signé au registre.